

# Le Conseil national des femmes du Canada

Mémoire adressé au Comité permanent des finances  
de la Chambre des communes

Consultations prébudgétaires de 2014

Préparé par  
Karen Dempsey, vice-présidente Économie  
6 août 2014

## SYNOPSIS

Nous vous remercions de nous permettre de présenter ce mémoire et nous vous serions très reconnaissantes d'être invitées à comparaître devant le Comité permanent des finances (contacter [ncwc@magma.ca](mailto:ncwc@magma.ca))

Alors que le gouvernement du Canada prépare son budget de l'année à venir, beaucoup de Canadiennes et de Canadiens font face à l'insécurité économique. Beaucoup vivent dans la pauvreté, sont sans abri ou sont dans une situation précaire à cause de l'insécurité au travail, de problèmes de santé ou d'un revenu inadéquat.

**L'éducation** est nécessaire pour surmonter le cycle de la pauvreté. Un niveau d'éducation plus élevé produit en général plus de sécurité économique. Le CNFC a la ferme conviction qu'une **Initiative nationale de garde d'enfants** est nécessaire pour répondre aux besoins de tous les parents et enfants, en accordant une attention spéciale à l'éducation de la petite enfance. Les élèves défavorisés devraient être aidés au moyen d'initiatives spéciales pour les inciter à rester à l'école, et ils devraient être encouragés à faire des études postsecondaires, que ce soit dans le cadre d'une formation spécialisée, d'un collège ou d'une université. Les étudiants à revenu modique, et même à revenu intermédiaire, ont de la difficulté à payer des droits de scolarité qui ont atteint des niveaux records au postsecondaire, et beaucoup terminent leurs études en étant terriblement endettés.

Pour bien des gens, le coût du **logement** est un très lourd fardeau financier, et beaucoup sont à un ou deux chèques de paye du sans-abrisme. Plus de 25 % des gens consacrent au logement plus des 30 % recommandés de leurs revenus. Selon l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance, jusqu'à 200 000 personnes tombent dans le sans-abrisme chaque année. Elle estime que [TRADUCTION] « le coût annuel total de l'itinérance pour l'économie canadienne est de 7,06 milliards de dollars, ce qui comprend le coût des refuges d'urgence, des services sociaux, des soins de santé et des services correctionnels ». Selon le rapport de 2013 intitulé *The State of Homeless in Canada*, jusqu'à 1,3 million de personnes ont été sans abri au cours des cinq dernières années. Le CNFC exhorte vivement le gouvernement du Canada à formuler une **Stratégie nationale du logement** pour faire face au manque de logements adéquats et abordables pour tout le monde.

La Banque mondiale vient de publier en juillet 2014 un nouveau rapport intitulé *Climate-smart development: adding up the benefits of actions that help build prosperity, end poverty and combat climate change*. « Le **changement climatique** constitue un danger très grave pour la stabilité économique mondiale, mais la situation pourrait être différente », a déclaré le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim. « À la Banque mondiale, nous croyons qu'il est possible de réduire les émissions atmosphériques et de

créer de l'emploi et de la croissance économique tout en réduisant les dépenses de santé et d'énergie. Ce rapport en donne une preuve puissante. » [TRADUCTION] Le CNFC implore le gouvernement de prendre des initiatives contre le changement climatique qui produiront des résultats économiques et humains positifs.

Le CNFC approuve fermement les principes de la Loi canadienne sur la santé et l'existence d'un système à un seul palier. L'Association médicale canadienne a récemment recommandé que tous les paliers de gouvernement se fixent comme priorité l'élimination de la pauvreté au Canada. Elle affirme que « vingt pour cent des *dépenses de santé* sont consacrées à des maladies qu'on peut attribuer à un revenu insuffisant et à un logement insalubre. La pauvreté des enfants produit de la maladie durant tout le cycle de vie, entrave le succès scolaire et permet de présager de la vulnérabilité à l'emploi. »

Le CNFC a la ferme conviction que *l'éradication de la pauvreté* doit être une priorité dans le budget fédéral de 2014. Malgré l'engagement de la Chambre des communes en 1989 d'éliminer la pauvreté des enfants pour l'an 2000, il y a toujours 1 million d'enfants qui vivent dans la pauvreté (ainsi que 3 millions d'adultes). Selon le Centre canadien de politiques alternatives, « comme ce sont les membres les plus vulnérables de la société, les enfants ont un droit fondamental à la protection et à la survie » [TRADUCTION].

Alors que de plus en plus de gens entrent dans la vieillesse, il est évident que beaucoup seront de moins en moins capables d'assumer des dépenses quotidiennes qui augmentent avec un revenu qui diminue. Beaucoup de femmes ont des prestations de RPC moins élevées que les hommes, et deux bénéficiaires du SRG sur trois sont des femmes. Pour plus des deux tiers des personnes âgées du Canada, la principale source de revenus est le RPC ou la SV. Les bas taux d'intérêt ont durement touché les personnes tributaires d'un revenu de placement pour compléter leur pension de retraite. L'un des objectifs primordiaux du prochain budget, quel qu'il soit, doit être de s'attaquer au problème de la *sécurité de la retraite*.

Le CNFC exhorte le gouvernement à agir pour éliminer la pauvreté; à investir dans une Stratégie nationale de l'énergie et à œuvrer pour lutter contre le changement climatique; à adopter une Stratégie nationale du logement et une Initiative nationale de garde d'enfants; et à modifier tous les programmes fédéraux de la sécurité du revenu pour qu'ils soient plus inclusifs et protègent les plus vulnérables.

### **1. *Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique***

Durant l'été de 2014, la Banque mondiale a publié un rapport intitulé « *Climate-smart development* » décrivant « *les efforts de la ClimateWorks Foundation et de la Banque mondiale pour quantifier les multiples bienfaits économiques, sociaux et environnementaux associés aux politiques et projets de réduction des émissions dans certains secteurs et régions choisis* » [TRADUCTION].

Selon Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, « *les conclusions du rapport montrent clairement que choisir les bonnes politiques peut produire des bienfaits importants pour la vie humaine, l'emploi, les récoltes, l'énergie et le PIB, ainsi que réduire les émissions pour combattre le changement climatique* » [TRADUCTION].

Calo Koch-Weser, ex-secrétaire d'État au ministère des Finances de l'Allemagne et vice-président de la Deutsche Bank affirme quant à lui que « *le changement climatique et sa multitude d'effets menacent déjà les économies en développement et notre système économique dans son ensemble mais, parallèlement à ces menaces, il y a des possibilités de politiques et d'investissements qui, si elles sont bien exploitées, peuvent favoriser le développement et stimuler la prospérité tout en sauvegardant notre climat, nos ressources naturelles et nos systèmes alimentaires... Il incombe donc aux décideurs publics de prendre conscience des risques économiques et sociaux du changement climatique et de profiter de ce rapport pour éclairer les conversations afin de finir par faire reculer la vague de ces impacts négatifs.* » [TRADUCTION]

### **Recommandations**

*Que le gouvernement :*

- *œuvre pour combattre le changement climatique afin de produire des opportunités économiques, des bienfaits pour la santé et des impacts positifs;*
- *s'engage à abaisser les émissions de polluants climatiques de courte vie (PCCV);*
- *favorise et appuie le transport propre, l'efficacité énergétique industrielle et plus d'édifices et d'appareils efficaces en énergie.*

## **2. Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation**

Le CNFC implore le gouvernement d'appuyer les principes de la Loi canadienne sur la santé et d'un système à un seul palier. Le Canadien le plus pauvre a droit à la même qualité de soins de santé que le plus riche, avec un traitement disponible en temps opportun. Le CNFC croit fermement à la nécessité d'une Initiative nationale de garde d'enfants pour répondre aux besoins des parents et des enfants, en mettant particulièrement l'accent sur l'éducation de la petite enfance. Nous croyons que ce serait la contribution la plus efficace qu'on puisse faire pour s'assurer que tous les enfants du Canada pourront ensuite bénéficier des programmes scolaires et que le Canada verra entrer dans sa population active les jeunes bien scolarisés dont il aura besoin à l'avenir. L'enseignement et l'acquisition de compétences devraient faire l'objet d'une attention accrue étant donné leur importance primordiale pour mener une vie autosuffisante. Investir dans ce domaine engendre aussi une économie plus productive.

## **Recommandations**

*Que le gouvernement :*

- *lance une Initiative nationale de garde d'enfants;*
- *que les élèves défavorisés reçoivent une aide spéciale et des incitatifs pour poursuivre leurs études;*
- *que les étudiants du postsecondaire reçoivent une aide accrue, comme des crédits fiscaux et des taux d'intérêt réduits;*
- *que le gouvernement encourage les gouvernements provinciaux/territoriaux à étendre les domaines ou catégories de travail dans lesquelles on peut suivre un apprentissage, à mettre sur pied des programmes attirant un plus grand nombre de femmes, et à faire connaître largement la disponibilité des programmes d'apprentissage existants et proposés;*
- *que le gouvernement combatte vigoureusement le changement climatique afin d'avoir un impact positif sur notre santé à tous;*
- *que le processus d'accréditation des professionnels de la santé formés à l'étranger soit rendu plus accessible, tout en assurant une norme uniforme de compétences;*
- *que les sages-femmes soient plus largement acceptées et utilisées;*
- *que des approches proactives de médecine préventive soient plus largement employées, et que des modes de vie sains soient encouragés, réduisant ainsi les dépenses de santé à mesure que vieillit la population.*

### **3. Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation**

La mise au point de nouvelles technologies environnementales, notamment celles qui combattent le changement climatique, peut non seulement stimuler de réelles opportunités économiques mais aussi jouer un rôle important dans la production d'un environnement plus sain, ce qui a pour effet ultime de réduire les dépenses de santé. Le Canada pourrait jouer un rôle important comme chef de file environnemental en réduisant sa dépendance envers les carburants fossiles et le pétrole et le gaz, et en augmentant son utilisation de l'énergie solaire et éolienne.

## **Recommandations**

*Que le gouvernement :*

- *appuie des programmes de recherche et des incitatifs industriels afin de mettre au point et d'utiliser des sources d'énergie de remplacement comme l'énergie solaire ou éolienne, pour un usage généralisé dans l'industrie, le transport et le chauffage;*
- *s'engage vigoureusement à accroître les sources d'énergie de remplacement écologiques;*
- *s'engage à produire et encourage activement un changement réel dans les habitudes de consommation d'énergie publiques, la conservation de l'énergie et les technologies efficaces en énergie;*

- *s'engage vigoureusement à réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles, des hydrocarbures et de l'énergie nucléaire.*

#### **4. Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures**

Des collectivités prospères et sûres sont des collectivités saines. Des mesures pour combattre le changement climatique déboucheront sur de grands bienfaits pour notre santé à tous, notamment les enfants et les personnes âgées qui sont le plus vulnérables à la maladie.

Toutefois, des logements abordables et de bonne qualité sont également nécessaires pour assurer la prospérité et la sécurité, pas seulement pour les familles mais aussi pour quiconque vit avec un revenu faible ou modeste : personnes seules, personnes ayant une déficience mentale ou physique, immigrants, étudiants et personnes âgées. Pauvreté, logements insalubres, mauvaise nutrition et mauvaise éducation contribuent tous à la mauvaise santé à long terme, c'est-à-dire, en fin de compte, à des dépenses de santé plus élevées.

Afin d'aider ceux qui ont perdu leur emploi, l'assurance-emploi doit aider plus inclusivement ceux qui en ont besoin. Statistiquement, de moins en moins de femmes de plus de 40 ans sont admissibles à l'assurance-emploi et, comme elles ont traditionnellement gagné moins que les hommes, elles risquent plus de devenir des statistiques du bien-être social ou du sans-abri se. L'assurance emploi devrait être une réaction efficace et généreuse aux problèmes et défis changeants que rencontrent les chômeurs.

#### ***Recommandations***

Que le gouvernement :

- établisse immédiatement une Stratégie nationale du logement;
- que le programme d'assurance-emploi soit accessible à tous ceux qui y ont contribué, avec moins d'exclusions;
- que tous les programmes fédéraux de sécurité du revenu soient modifiés afin de mieux protéger les personnes à revenus modiques.

#### **5. Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation**

L'allègement fiscal a toujours préoccupé nos membres car le CNFC s'intéresse avant tout aux secteurs de notre société qui sont les plus vulnérables et les plus à risque : les Canadiens à revenus modiques, les femmes, les enfants et les personnes âgées. Nous recommandons fermement qu'on allège l'impôt sur le revenu des travailleurs pauvres, des familles monoparentales (dirigées par une femme), des personnes handicapées et des personnes âgées, et qu'on s'efforce d'atténuer les effets de la pauvreté en fournissant un logement adéquat, abordable et disponible à ceux qui en ont besoin.

Toutefois, le CNFC s'oppose vivement à toute réduction générale de l'impôt sur le revenu qui menacerait nos programmes sociaux, de santé et d'éducation.

### ***Recommandations***

- Que tous soient imposés équitablement, y compris les entreprises dont beaucoup sont actuellement sous-imposées;
- Que le gouvernement fédéral œuvre avec les provinces afin que toutes les personnes et familles touchant des prestations ne soient pas pénalisées par l'annulation de ces prestations;
- Que l'analyse sexospécifique soit employée pour concevoir et mettre en œuvre toute nouvelle mesure fiscale.

## **6. Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens**

Il est dit dans le rapport sénatorial « *Pauvreté, logement, itinérance* » (décembre 2009) que « *l'emploi n'est plus un moyen sûr d'échapper à la pauvreté* ». Les gens ont besoin d'un emploi qui leur permette de subvenir adéquatement à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Réparer nos routes et nos ponts nous donnera plus de sécurité routière et créera des emplois. Créer une Stratégie nationale du logement créera aussi des emplois et donnera aux gens sans abri ou risquant de l'être le toit dont ils ont désespérément besoin. Faisant référence au rapport de la Banque mondiale « *Climate-smart development* » récemment publié, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a dit qu'il y a « *un mouvement croissant en faveur d'une action sur le changement climatique parce que ce serait bon pour le bien-être des gens, pour la création d'emplois et pour les affaires* » [TRADUCTION].

### ***Recommandations***

Que le gouvernement :

- investisse dans nos routes et nos ponts;
- crée une Stratégie nationale du logement;
- investisse dans la lutte contre le changement climatique afin de produire des opportunités économiques, des bienfaits pour la santé et des impacts positifs.